



Le feuillet de Notre-Dame

Par Bernadette Sauvaget

Nous nous souvenons tous de l'endroit où nous étions, en ce début de soirée du 15 avril 2019. L'annonce de l'incendie de Notre-Dame nous a saisis, quels que soient notre religion, notre nationalité, notre âge. Bernadette Sauvaget, elle, était au pied de la cathédrale. Elle a décidé de suivre pas à pas les travaux de reconstruction. Et de nous en livrer la teneur au fil des mois.

Sur les rives de la Seine, le chantier s'est barricadé. Peu ont le droit d'y pénétrer. Le général Jean-Louis Georgelin a même découragé la présidente de la commission de la Culture du Sénat, Catherine Morin-Desailly, de venir y jeter un œil. Le danger du plomb ? Il est vrai que, dix mois après l'incendie, il cause encore de gros soucis, ralentissant singulièrement les travaux. Mais il n'y a pas que cela. Le voile se lève peu à peu sur les batailles souterraines. Entre l'Élysée et le ministère de la Culture, on compte les points. Et il y a aussi les retards qui s'accumulent. Au lendemain de l'incendie du 15 avril, il y a eu un intense soulagement : Notre-Dame avait tenu. Mais la partie est encore loin d'être gagnée.

Une grue dans le ciel de Paris

Son arrivée a été discrète. De nuit. Mi-décembre 2019, un convoi d'une quarantaine de camions a transporté d'Avermes, près de Moulins dans l'Allier, une immense grue, l'une des plus hautes d'Europe, jusqu'à l'île de la Cité, au cœur de Paris. Spécialement – et gratuitement – construite pour le chantier de Notre-Dame par l'entreprise Potain-Manitowoc. Jaune, culminant à 90 mètres, l'immense échassier de métal veille désormais sur la capitale. De jour comme de nuit, planté là comme une vigie, il rappelle que la cathédrale a brûlé et que son chantier de sauvetage est loin, bien loin d'être achevé.

Sur place, le montage n'a pas été simple. Avant l'arrivée de l'engin, il a fallu creuser, en raison de son poids, des fondations pour le poser. Fourni en pièces détachées, il a été déchargé à l'aide de deux autres grues. Au chevet de la cathédrale incendiée, tout semble, à chaque fois, hors norme. De sa cabine de pilotage, le grutier, comme suspendu dans les airs,

dispose de l'une des plus belles vues de Paris. On l'envierait presque si on n'avait pas le vertige. Sur les réseaux sociaux, quelques photos prises de là-haut ont circulé, laissant admirer le fascinant tracé de la Seine, qui découpe Paris en deux.

Moins poétiquement, la grue Potain-Manitowoc est essentielle pour la poursuite des travaux de sauvetage, qui n'aboutiront certainement pas avant l'été prochain. Capable de soulever huit tonnes, elle permettra – entre autres – d'évacuer les pièces de l'échafaudage calciné. Maintes fois annoncée, l'opération de démontage devrait avoir lieu – c'est juré – au printemps 2020. L'affaire s'annonce spectaculaire. Et très délicate. Erigé avant l'incendie pour la restauration de la flèche construite au XIX^e siècle par Eugène Viollet-le-Duc, il pèse 250 tonnes, et compte quelque 10 000 tubes d'aciers. Bien qu'il ne repose pas sur la structure de la cathédrale, comme l'avait préconisé Philippe Villeneuve, l'architecte en chef des monuments historiques en charge de Notre-Dame, nul ne sait comment il participe ou pas à l'équilibre actuel du bâtiment. Son démontage se révèle particulièrement périlleux. Les cabinets de conseil ont fait et refait leurs calculs pour limiter les risques. Mais ce n'est pas tout : sa partie centrale a été soudée par la chaleur de l'incendie. Impossible de la démonter de façon classique. Les cordistes descendront au cœur de ce mikado instable et imprévisible pour en scier les tubulures. Ceinturant celui qui a été endommagé, un deuxième échafaudage a été élevé pour stabiliser cet impressionnant enchevêtrement de métal. Pour le moment, la reconstruction de la cathédrale est une étape encore très lointaine. Elle ne devrait pas démarrer avant 2021. Il faudra d'abord mener des études pour y voir plus clair dans son bilan de santé. Quel est l'état des pierres ? Qu'y aura-t-il réellement à reconstruire ? Pour le moment, il n'a pas été possible d'accéder aux voûtes, très exposées pendant l'incendie. À l'intérieur de Notre-Dame, le travail de déblaiement mené par des ouvriers et des archéologues, soutenus par deux robots télécommandés, a, lui, été achevé. Soigneusement étiquetés, les reliquats de l'incendie ont été stockés. Une mine de recherches désormais pour les historiens...

L'architecte et sa flèche

On finit par s'y perdre. Que se passera-t-il au sujet de la future flèche de Notre-Dame de Paris ? Le 15 avril 2019, un peu avant 20 h 00, celle construite par Eugène Viollet-le-Duc, dévorée par les flammes, s'effondre avec fracas sur les voûtes. Et s'écrase, en feu, dans la nef. L'image de ces quelques secondes devient le symbole de la catastrophe. Sous l'effet du souffle, les portes de la cathédrale se referment, bloquant quelques instants à l'intérieur une vingtaine de pompiers et suscitant un intense moment de panique. Deux jours plus tard, le Premier ministre, avec solennité, annonce qu'il y aura un concours international d'architecture pour la reconstruction de la flèche. « *Geste architectural contemporain* », comme le pré-

sident Emmanuel Macron semble le préconiser ? Ou reconstruction à l'identique ? Les flammes de l'incendie à peine éteintes, le débat s'annonce passionné et promet force polémiques.

Au printemps 2020, l'heure, semble-t-il, n'y est plus. Ces derniers mois, l'urgence était ailleurs : mettre en sécurité la cathédrale, très fragilisée. Les spécialistes ont même longtemps craint qu'elle ne s'effondre, au moins partiellement. Un concours international ? L'idée a été manifestement abandonnée. Désormais, ce qui est promis, c'est une consultation nationale, dont on attend encore que soient fixées les modalités. Aux Français de faire savoir ce qu'ils veulent. Ou, du moins, on leur fait croire qu'ils auront leur mot à dire !



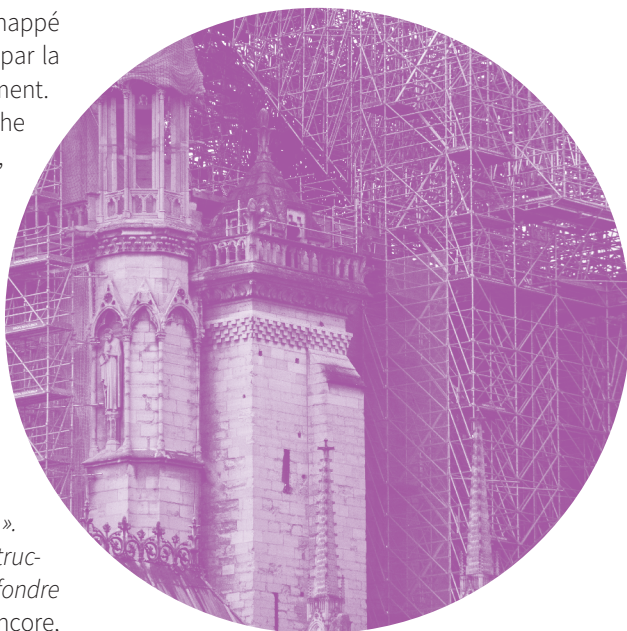
On finit par s'y perdre. Que se passera-t-il au sujet de la future flèche de Notre-Dame de Paris?

Quitte à se faire réprimander par le général Jean-Louis Georgelin, qui, devant les députés à l'Assemblée nationale le 13 novembre dernier lui a intimé l'ordre de «fermer sa gueule», Philippe Villeneuve n'a jamais caché où allaient ses préférences. Admirateur inconditionnel de Viollet-le-Duc – ce qui pourrait se discuter –, il plaide haut et fort pour une reconstruction à l'identique. En mars 2020, il le répète. Cette fois-ci dans une préface à la réédition d'un petit ouvrage écrit au ^{xix}^e siècle, sous la plume d'Eugène Viollet-le-Duc et du baron Ferdinand de Guilhermy, membre de la Commission des édifices religieux. «*Paru en 1856, donc sensiblement à mi-parcours des travaux de restauration de la cathédrale, cette description est un témoignage très précieux sur le monument en cours de restauration et de résurrection*», écrit Villeneuve. Grâce à la campagne menée par Victor Hugo, Notre-Dame de Paris a échappé de peu à la démolition, envisagée un temps par la municipalité en raison de son état de délabrement. Villeneuve ne tarit pas d'éloges pour la flèche édifiée par Viollet-le-Duc. Sa solidité, écrit-il, «*n'a jamais été prise en défaut*», pas même par la terrible tempête de 1999. Elle a remplacé celle qui avait été édifiée au ^{xix}^e siècle lors de l'achèvement de la cathédrale. En 1791, cette dernière avait été abattue «*par sécurité et non par principe révolutionnaire, car elle menaçait de s'effondrer*». Pour Villeneuve, la flèche du ^{xiii}^e siècle était «*trop modeste*» et «*presque insignifiante*». La cathédrale avait, selon lui, besoin de celle de Viollet-le-Duc «*pour atteindre sa perfection*». Ses qualités? «*Une réalisation technique et structurelle parfaitement maîtrisée*» et «*avoir su se fondre parfaitement*» avec le lieu de culte. Mais plus encore,

la flèche du ^{xix}^e siècle, selon Villeneuve, permet au monument de devenir «*cosmique, embrasant l'univers dans toutes les directions*» et la cathédrale «*s'élève encore davantage*» et «*rejoint les cieux, tel l'axis mundi*». Rien de moins...

Un général devant le Sénat

En théorie, c'est lui le patron, le général Jean-Louis Georgelin, ex-chef d'état-major des armées (de 2006 à 2010), grand-croix de la Légion d'honneur. De la bataille sourde qui a eu lieu entre l'Élysée et l'administration du ministère de la Culture dans les mois qui ont suivi l'incendie de Notre-Dame, le vainqueur n'est sans doute pas celui que l'on croit. Intrônisé en grande pompe par le président de la République lui-même, Georgelin a dû faire face à la fronde. La



Il y a eu beaucoup d'eau bénite répandue sur l'incendie qui a ravagé, le 15 avril 2019, Notre-Dame de Paris. Pour éteindre les polémiques. Grand reporter à *Marianne*, Laurent Valdiguié a décidé de s'attaquer à ces paroles officielles qui ont endormi, selon lui, les esprits critiques. Bref, Valdiguié pose – le premier, semble-t-il – les questions qui fâchent. Et elles ne manquent pas. Comment se fait-il que le système de sécurité incendie n'ait pas fonctionné alors qu'il avait été récemment rénové ? A-t-on fait alors les bons choix ? Pourquoi les pompiers ont-ils reçu l'ordre de quitter l'intérieur de la cathédrale à 20 h 20 ? Était-ce le bon choix stratégique ? Les réponses sont loin d'être définitives. Mais les interrogations, elles, valent la peine d'être examinées.

Laurent Valdiguié, *Notre-Dame, le brasier des vanités*, Impacts Éditions, 14 €

nomination d'un militaire a fâché et inquiété les parlementaires. Mais aussi les cercles feutrés de l'entresoi des monuments historiques. C'est, semble-t-il – d'après ce qu'en dit le journaliste Laurent Valdiguié (voir encadré ci-dessus) –, ce qui a sauvé la tête de Philippe Villeneuve, malmené dans les jours qui ont suivi l'incendie. Comment une telle catastrophe avait-elle pu avoir lieu ? Quelles défaillances y avait-il eu dans le système de sécurité incendie, rénové quelques années plus tôt sous le règne de Benjamin Mouton, le prédécesseur de Philippe Villeneuve ? La question des responsabilités a été vite escamotée. Grâce sans doute à la nomination de Georgelin. Qu'on charge un militaire de superviser la reconstruction de Notre-Dame a resserré d'entrée de jeu les liens autour de Philippe Villeneuve.

Le 22 janvier 2020, le général est, lui, face à la commission de la Culture, de l'Éducation et de la Communication du Sénat. Une sorte de deuxième grand oral. À l'Assemblée nationale, en novembre dernier, Georgelin avait dérapé. Même le ministre de la Culture, Franck Riester, avait volé au secours de Philippe Villeneuve. Cette fois-ci, au Sénat, le général maîtrise à peu près son verbe. Il donne même souvent l'impression de chercher ses mots. Pour un homme sans aucun doute habitué à ce qu'on ne discute pas ses ordres, l'exercice est compliqué.

Georgelin tente d'effacer l'épisode malencontreux de l'Assemblée. « *Villeneuve connaît mon style. Et lui, il l'aime bien !* » dit-il. Face aux sénateurs, il doit

encore justifier le choix de l'Élysée de le mettre à la tête de la reconstruction de Notre-Dame. « *Eh bien, pour cette mission, le président Macron voulait un catholique qui a exercé de hautes responsabilités dans l'État et qui soit un homme d'autorité. Je suis un soldat. On me dit: "Va!", je viens* », raconte-t-il. Certains sénateurs tiquent. Un catholique ? Des élus rappellent *mezzo voce* que la cathédrale n'est pas seulement un lieu de culte. C'est aussi l'église de la Nation. Encore plus depuis l'incendie du 15 avril. D'un bord ou de l'autre, chacun tente de prendre date pour l'avenir. Notre-Dame est à tout le monde, semblent dire une poignée de sénateurs. Ce qui ne manque pas d'inquiéter à l'archevêché. Que sera la cathédrale après la reconstruction ? Pour quoi faire ? De fait, les questions se poseront.

L'État, mauvais propriétaire

Les cendres de l'incendie ont recouvert bien des polémiques. Avant d'être ravagée par les flammes et de manquer s'écrouler, la cathédrale de Paris était en piteux état. Voire en danger. En cause: la pollution, la surfréquentation touristique et un entretien qui a laissé à désirer de longues années. Notre-Dame de Paris n'est d'ailleurs pas la seule dans ce cas, selon un rapport du député du Val-de-Marne Gilles Carrez (LR): une quinzaine de cathédrales françaises sont en piteux état. C'est le cas – la liste est loin d'être exhaustive – de Saint-Étienne de Bourges, Notre-Dame de Reims, Saint-Pierre de Beauvais, Sainte-

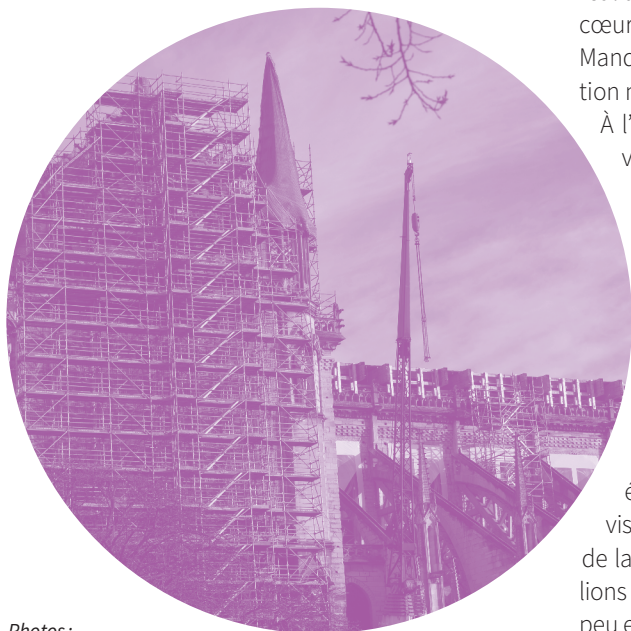
Marie d'Auch, Saint-Maurice d'Angers... Et pour celle de Clermont-Ferrand, elle serait même, selon les indications du député Carrez, en situation de péril. Une vingtaine d'autres mériterait des travaux conséquents. Bref, un bilan qui n'a rien de rassurant. À qui la faute? Depuis la loi de 1905, l'État est le propriétaire des cathédrales, enfin de celles qui étaient déjà construites à cette date. Ce n'est donc pas le cas de la cathédrale de la Résurrection-Saint-Corbinien d'Évry, la dernière édifiée en France, inaugurée en 1995. Dans les faits, l'État a la charge de quatre-vingt-sept d'entre elles en métropole. Pour ce qui est de Notre-Dame-de-l'Assomption d'Ajaccio, un très joli bâtiment du ^{xvii}^e siècle, construite dans la ville édifiée sous les Génois et près de la maison natale de Napoléon Bonaparte, elle a été dévolue, en 2003, à la collectivité territoriale de Corse. Quoi qu'il en soit, l'Église catholique demeure, elle, l'affectataire exclusif et perpétuel de l'ensemble des cathédrales. Bref, une sorte de locataire à titre gratuit qui ne peut être délogé à moins qu'il ne décide

de lui-même de désaffecter de l'exercice du culte l'édifice concerné. Cela s'est déjà produit, mais uniquement pour des églises.

Ce patrimoine de cathédrales est une lourde charge pour l'État. Selon les chiffres officiels, il consacre chaque année une quarantaine de millions à son entretien. Un effort certain, mais notoirement insuffisant au regard des besoins. Ces dernières années, les collectivités territoriales ont mis aussi la main à la poche. Pour la rénovation de la primatiale Saint-Jean-Baptiste-et-Saint-Étienne à Lyon, achevée en 2017, la métropole de Lyon et le département du Rhône ont largement contribué. Le mécénat privé est également appelé en renfort. GDF, selon le rapport parlementaire, a contribué à la rénovation de nombreux vitraux depuis 1995 et une ONG américaine – le World Monuments Fund, basé à New York – a financé intégralement la restauration du chœur de la cathédrale d'Albi.

L'élan de générosité qui s'est levé après l'incendie de Notre-Dame ne doit pas cacher une bien triste réalité. Depuis vingt ans, la cathédrale, plantée au cœur de Paris, a été délaissée. Inconséquence? Manque de moyens publics? Pour l'heure, la question n'a pas été posée.

À l'avenir, le chantier de restauration posera inévitablement la problématique des usages de la cathédrale. Elle est devenue l'un des attraits touristiques majeurs de Paris. Le clergé catholique – à juste titre sûrement – s'est toujours opposé à ce que l'entrée des lieux de culte soit payante. Mais jusqu'à quand? Ces pudeurs-là ont déjà, ailleurs, été levées. À Barcelone, il faut déboursier 7 euros pour entrer dans la cathédrale Sainte-Croix. À Paris, seul l'accès des tours de Notre-Dame était payant avant l'incendie. Quatre cent mille visiteurs y grimpaient chaque année. Le ministère de la Culture empochait une manne de quatre millions d'euros. Mais pour en faire quoi? De cet argent, peu est revenu à l'entretien du bâtiment...



Photos:

p. 114 © Sputnik

p. 116 © Ugo Padovani/Hans Lucas/AFP

p. 117 © Iselyne Perez-Kovacs/Hans Lucas/AFP

p. 119 © Estelle Ruiz/NurPhoto/AFP

À suivre...